

Journal des guerres de l' Otan

N° 82 du 14.02.11

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal des guerres de l'Otan" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_guerres-otan.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire.

Tiré à part :

L'OTAN, inquiète de l'extension des protestations populaires, en Afrique et au Moyen-Orient.

Guerres de l'Otan

Exit Strategy : le scénario en trompe-l'œil de l'Otan en Afghanistan.

1 Politique

Les parties prenantes

a) L'Otan

b) Les USA

c) L'Otan dans le monde

2 Dossiers

2-1 Le Nouveau Concept Stratégique : un document resté "secret" en Belgique à la veille du Sommet de l'Otan !

2-2 Pepe Escobar : Les USA : des gosses dans la confiserie de l'OTAN.

3 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

3-1 Roland Marounek : Otan schizophrène.

3-2 M. K. Bhadrakumar : L'Otan tisse son réseau en Asie du Sud.

3-3 Mahdi Darius Nazemroaya : La division de l'Égypte: Menaces d'une intervention militaire des États-Unis, d'Israël et de l'OTAN?

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

4-1 La lutte pour la paix: déclaration de Partis communistes et ouvriers.

5 A savoir

5-1 Le nouveau traité russo-américain sur la réduction de leurs arsenaux nucléaires entre en vigueur.

Tiré à part :

L'OTAN, inquiète de l'extension des protestations populaires, en Afrique et au Moyen-Orient.

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

L'OTAN se dit inquiète de voir les protestations populaires s'étendre à d'autres pays du Nord de l'Afrique et du Moyen-Orient, pour viser les régimes pro-occidentaux. Le Secrétaire général de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen, a exprimé son inquiétude de l'élargissement des mouvements populaires, au Nord de l'Afrique et au Moyen-Orient, car, selon lui, cela peut aboutir à "un nouvel Ordre mondial".

S'exprimant, à la 47ème réunion sur la sécurité, à Munich, Anders Fogh Rasmussen a déclaré que l'on ne pouvait pas prévoir les conséquences, à long terme, des protestations qui se sont produites, en Tunisie, en Egypte et au Yémen. Il a appelé les pays membres de l'OTAN à adopter une politique appropriée, pour empêcher le recours à la force contre les protestations

populaires, dans les pays arabes. Les Egyptiens ont manifesté, ces derniers jours, massivement, pour réclamer le départ de Hosni Mubarak. Au 12ème jour de leur protestation, les manifestants ont réclamé, aujourd'hui, la fermeture de l'ambassade du régime sioniste, au Caire. 300 personnes ont été tuées, et 4.000 autres, blessées, en Egypte.

05/02

<http://french.irib.ir/info/international/item/108658-lotan-inquiete-de-lextension-des-protestations-populaires-en-afrique-et-au-moyen-orient>

Guerres de l'Otan

Exit Strategy : le scénario en trompe-l'œil de l'Otan en Afghanistan.

Les documents officiels publiés à l'issue du sommet de Lisbonne, et en particulier la *Déclaration sur un partenariat durable* cosignée avec Hamid Karzai éclairent la manière dont l'Otan envisage l'avenir de sa présence en Afghanistan.

La presse semble avoir conclu un peu hâtivement de la transition annoncée que les forces de l'Otan se retireraient progressivement de 2011 à 2014 pour céder la place à une armée nationale afghane instruite ou construite par l'Alliance.

« *L'Otan confirme un retrait d'Afghanistan d'ici à fin 2014* » affirme Le Point, « *A Lisbonne, les 28 dirigeants de l'Alliance atlantique ont organisé le retrait de leurs troupes d'ici à 2014* », 'analyse' Libération. ...

En fait c'est tout le contraire qu'indiquent ces documents¹ :

« *Le début de ce processus de transition offre au Gouvernement de la République islamique d'Afghanistan et à l'OTAN une occasion opportune de développer un partenariat durable et solide qui complète la mission de sécurité de la FIAS et se poursuit après celle-ci.* [...] »

« *Consciente que l'Afghanistan est pour elle un partenaire important, l'OTAN compte apporter aux institutions de sécurité afghanes un soutien pratique prolongé visant [...] à maintenir et à améliorer leur capacité et leur aptitude à lutter efficacement contre les menaces pesant sur la sécurité, la stabilité et l'intégrité de l'Afghanistan, et à contribuer à la sécurité régionale.* »

« *Le Gouvernement de la République islamique d'Afghanistan réaffirme son engagement [...] à être un **partenaire durable de l'OTAN** et à fournir à l'OTAN l'aide nécessaire à la réalisation de ses activités de partenariat [...]* »

« *Des mesures efficaces de coopération doivent être mises en place conformément [...] à la capacité de l'OTAN de lui apporter un soutien prolongé. Ces mesures pourraient inclure les éléments suivants : [...] le maintien d'une liaison de l'OTAN en Afghanistan, [...] le maintien de la mission OTAN de formation – Afghanistan, [...] un programme d'activités supplémentaires de coopération [qui] pourrait prévoir une aide au développement et à la réforme des ministères chargés de la sécurité et d'autres institutions nationales ...* » etc., etc.

Lors d'une conférence de presse, le Secrétaire général de l'Alliance a été tout aussi clair : « *Nous resterons après la transition dans un rôle de soutien... Pour le dire simplement, si les talibans ou qui que ce soit d'autre attend de nous voir dehors, ils peuvent l'oublier. Nous resterons aussi longtemps que nécessaire pour finir le travail* »

Il n'y a donc aucune *exit strategy* dans l'esprit des responsables de l'Otan. Il n'y a qu'une stratégie de duperie à destination de l'opinion occidentale : un départ en trompe-l'œil des troupes combattantes, lesquelles seraient rebaptisées "formateurs", ou "aide au développement", ou "soutien à la sécurité"... Une copie conforme de la manière dont les Etats-Unis ont mis en scène leur retrait d'Irak, et qui se solde là par un stationnement permanent de plus de 50.000 GI's, un nombre indéterminé de mercenaires, et un chapelet d'une cinquantaine de bases militaires conçues pour le très long terme.

Pour ceux (s'il en reste) qui prendraient encore au sérieux la raison officielle de l'invasion et de l'occupation de l'Afghanistan, 9 années de "guerre à la terreur" n'ont fait que multiplier en Afghanistan même les taliban-terroristes (ou prétendus tels), et partout dans le monde les préparations et menaces d'attentats terroristes. Le dernier en date, ce 12 décembre 2010 à Stockholm, la capitale suédoise échappant nous dit-on par miracle à une catastrophe. Malgré les surveillances et atteintes aux libertés qui n'ont fait que s'amplifier de manière démentielle, voilà le prodigieux résultat de 9 ans de 'guerre à la terreur' ! Les succès de la lutte contre la drogue, qui fait également partie du *bundle* de partenariat à long terme, sont tout aussi spectaculaires.

D'autres pourraient bien se souvenir de documents états-uniens bien antérieurs à l'invasion de l'Afghanistan et de l'Irak, qui analysaient très justement la nécessité pour l'Occident (USA en tête comme il se doit) d'établir une présence militaire à long terme en Asie pour maintenir le plus loin possible leur domination globale. « *Le renforcement militaire US en Asie est la clé pour parer à la montée de la Chine* » écrivaient en 2000 ceux qui allaient diriger les USA un an plus tard, et le constat reste objectivement vrai quelle que soit l'équipe dirigeante. Les dernières provocations délibérées en Corée montrent que l'objectif d'encercllement de la Chine et la perspective d'une confrontation reste bel et bien la ligne directrice de la politique étrangère US. La raison d'être d'une présence militaire occidentale en Afghanistan est tout aussi pressante aujourd'hui, et elle ne le sera que davantage les années à venir : les USA et l'Otan projettent une présence *indéfinie* en Asie Centrale.

L'unique scénario crédible d'*exit strategy* d'Afghanistan, est un scénario à la vietnamienne. Il ne fait visiblement pas partie des options officiellement présentées à Lisbonne. Mais a-t-on réellement besoin d'autres fuites pour réaliser que de plus en plus de personnes doutent du succès de l'opération en Afghanistan, et que les « *Européens ne sont là que par respect pour les Etats-Unis et non pour l'Afghanistan* »²- le 'respect' du vassal pour son maître qui a encore quelques bons moyens de se faire 'respecter'...

Roland Marounek

1. Ces documents sont disponibles en français sur le site de l'Otan à l'adresse www.nato.int/cps/fr/SID-330151E2-4D027349/natolive/official_texts.htm

2. Hermann Von Rompuy, en tant que président du Conseil Européen, 'trahi' sur WikiLeaks

Roland Marounek

1 Politique

Les parties prenantes

a) L'Otan

Fogh Rasmussen

« Le Maroc est un partenaire important de l'OTAN »

Le secrétaire général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), M. Anders Fogh Rasmussen a affirmé que le Maroc est un partenaire important de l'OTAN, notant que le Royaume a grandement contribué à l'élaboration du nouveau concept stratégique de l'Alliance.

Le nouveau concept stratégique de l'OTAN, adopté en novembre 2010 par le Sommet de Lisbonne, expose la vision de l'Alliance pour la prochaine décennie portant notamment sur la défense de ses pays membres, la gestion des crises les plus difficiles et l'adoption d'une concertation plus agile et performante avec d'autres Organisations et pays, dont le Maroc, pour promouvoir la stabilité internationale.

« Le Maroc veut développer davantage son partenariat avec l'OTAN de manière pratique et notre dialogue politique avec le Royaume est positif », a souligné M. Rasmussen, lors d'une rencontre, mercredi à Bruxelles, avec des journalistes marocains, la première du genre, organisée par le ministère des Affaires étrangères et de la Coopération.

Le secrétaire général de l'OTAN s'est, en outre, félicité des contributions « hautement appréciées » du Maroc aux missions de maintien de la paix supervisées par l'Organisation dans les Balkans, en Bosnie Herzégovine et au Kosovo où des troupes des Forces armées Royales (FAR) y sont toujours déployées, outre son action de préserver la stabilité dans la région méditerranéenne.

Evoquant la situation qui prévaut dans la région sahélo-saharienne, M. Rasmussen a fait savoir que l'OTAN la suit avec « inquiétude », précisant que l'Alliance oeuvre pour renforcer des relations de coopération efficaces et solides avec ses partenaires, notamment le Maroc, dans l'objectif de lutter efficacement contre les nouveaux défis qui guettent la paix et la stabilité internationales, entre autres, le terrorisme, les cyber-attaques, le crime organisé et le trafic d'armes et d'être humains.

Le patron de l'OTAN a, dans ce sens, relevé que l'Alliance compte sur la coopération de ses partenaires en matière d'échange d'informations et de renseignements, de formation des forces armées et de maintien de l'ordre.

De son côté, l'Amiral Giampaolo Di Paola, président du Comité militaire de l'OTAN (personnel militaire international), a indiqué que le Maroc est un pays de plus en plus engagé avec l'Alliance dans la région méditerranéenne, émettant le souhait de voir le Royaume poursuivre son action au Kosovo (opération de maintien de la paix) et en Méditerranée et fournir l'assistance nécessaire à l'Organisation pour qu'elle puisse renforcer sa position dans la région et y préserver la paix et la sécurité.

Il a, d'autre part, noté que la situation dans la région sahélo-saharienne constitue un problème à cause des activités criminelles et des actes terroristes qui s'y produisent.

« L'OTAN est prête à fournir son assistance à chaque pays qui en exprime le souhait, en fonction de sa vision », a indiqué l'Amiral Di Paola.

Outre l'Amiral Di Paola, M. Nicola de Santis, chef de la section des pays du dialogue méditerranéen et de l'Initiative de coopération d'Istanbul a présenté un exposé sur les transformations de l'OTAN et l'ouverture sur les pays de la Méditerranée et du Moyen-Orient, lors de cette rencontre avec les représentants de médias nationaux qui s'est déroulée en présence notamment du chef de la Mission du Maroc auprès de l'Union européenne, M. Menouar Alem.

A noter que le Maroc, qui bénéficie du statut d'associé auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, est le premier pays à avoir désigné un officier de liaison auprès de la cellule de coordination et de partenariat au Shape (Mons) et un officier de liaison à Norfolk.

En termes d'interopérabilité, le Maroc est à l'avant-garde au regard de sa tradition en matière d'opérations de maintien de la paix dans plusieurs régions dans le monde: Afrique, Amérique du Sud, Haïti et Balkans. Sa participation aux opérations diligentées par l'OTAN en Bosnie-Herzégovine, au Kosovo et en Méditerranée demeure la marque la plus notoire de l'engagement concret du Royaume

février 9th, 2011

<http://www.inversalis-productions.eu/blog/2011/02/le-maroc-est-un-partenaire-important-de-lotan/>

<http://www.aufaitmaroc.com/actualites/maroc/2011/2/4/rasmussen-le-maroc-est-un-partenaire-important-de-lotan>

Dans les coulisses

Egypte : la Russie et l'OTAN pourraient coopérer.

La Russie et l'OTAN pourraient conjuguer leurs efforts dans le but de parvenir à un règlement de la situation en Egypte, estime le directeur du Centre de la sécurité internationale de l'Académie des Sciences de Russie, Alexeï Arbatov.

Selon lui, il existe deux scénarios possibles pour la suite des événements en Egypte.

"La situation actuelle pourrait déraiser, et dans ce cas-là le pays sera confronté au chaos où à une guerre civile, ce qui serait extrêmement dangereux. Dans ce contexte, l'Egypte pourrait faire l'objet d'une coopération entre la Russie et l'OTAN, bien entendu dans le cadre du Conseil de sécurité, qui est seul habilité à prendre des décisions en la matière", a déclaré l'expert russe.

Le second scénario prévoit la démission du président égyptien actuel Hosni Moubarak, au pouvoir depuis près de 30 ans.

"Après la démission du président, il y aura une longue période de reconstruction du système politique égyptien, centrée sur le rétablissement de la paix et de la stabilité ainsi que sur la résolution des problèmes socioéconomiques colossaux qui ont provoqué l'explosion actuelle", a indiqué M.Arbatov.

Depuis une semaine, l'Egypte reste en proie à des manifestations sanglantes qui, selon la chaîne de télévision Al Jazeera, ont déjà fait plus de 150 morts. Les manifestants réclament des réformes politiques et économiques, et la démission du président du pays.

31 janvier –

RIA Novosti

[Egypte : la Russie et l'OTAN pourraient coopérer, selon un expert russe.](#)

L'édition du Washington Post (repéré par le site 'DeDefensa') est intéressante, car il montre clairement la contradiction fondamentale entre le discours sur la démocratie des USA (de l'Occident en fait) et la réalité. Le discours est utilisé pour tenter de renverser des gouvernements qui s'opposent aux intérêts de l'Occident, pour mettre à leur place des régimes "amis"; on voit que la mayonnaise (d'importation) n'a pas pris en Iran ou en Syrie, malgré les milliards investis. La réalité, c'est que si il y avait une réelle démocratie dans les pays arabes et autres, les Etats-Uniens et leurs proxies, et leur bases, et leur politique ne seraient pas du tout bienvenus...

b) Les USA

Dans les coulisses

Manlio Dinucci : Egypte : une armée formée et armée par le Pentagone

L'image des chars d'assaut qui surveillent les centres névralgiques du Caire, entourés par la marée de manifestants, est emblématique. Ce sont des M1A1 Abrams, les terribles tanks états-uniens de dernière génération, qui sont fabriqués en Egypte sur la base d'un accord de coproduction. Ils symbolisent à quel point les Etats-Unis se sont engagés dans la construction des forces armées égyptiennes et l'ampleur de la confiance qu'ils ont accordée au régime de Moubarak. En trente ans, Washington lui a fourni des aides militaires pour une valeur d'environ 60 milliards de dollars, selon les chiffres officiels, à quoi se sont ajoutés d'autres financements secrets.

Actuellement le régime de Moubarak reçoit des USA environ 2 milliards de dollars annuels, se plaçant ainsi parmi les principaux bénéficiaires après Israël. La majeure partie de cette somme est dépensée dans l'achat d'armes états-uniennes. Comme leur valeur dépasse la disponibilité financière du gouvernement égyptien, celui-ci a accumulé une dette envers les Etats-Unis. Mais Washington a été généreuse : en 1990, pour récompenser l'Egypte de sa participation à l'imminente guerre contre l'Irak, elle lui a accordé une remise de dette militaire de 7 milliards de dollars. Dix ans après, elle lui a concédé un crédit extraordinaire de 3,2 milliards de dollars pour la modernisation des forces armées : celles-ci ont ainsi pu acquérir 24 chasseurs-bombardiers F-16 de dernière génération, 3 batteries de missiles Patriot et d'autres systèmes d'armes avancés. Le Pentagone a en outre fourni aux forces armées égyptiennes des armes qu'il a en excédent, ou qui sont remplacées par d'autres de nouvelle génération, pour une valeur annuelle de centaines de millions de dollars. En même temps il a entraîné des officiers et des soldats égyptiens, surtout des forces spéciales, en organisant l'opération « Bright Star », une grande manœuvre biennale qui se déroule en Egypte avec la participation d'environ 25 mille militaires états-uniens.

De façon significative, dans les commandements établis par le Pentagone à l'échelle mondiale, l'Egypte de Moubarak n'entre pas dans le Commandement Africa mais a été détaché du continent pour être annexé au Commandement Central (CentCom), dont l'aire de responsabilité comprend le Moyen-Orient. L'Egypte, explique le CentCom, « joue un rôle clé dans l'exercice d'une influence stabilisatrice au Moyen-Orient », en particulier pour « faire face à l'instabilité croissante de Gaza ». Le CentCom continue donc à opérer en contact étroit avec les forces égyptiennes pour « bloquer les envois illicites d'armes aux extrémistes à Gaza, et pour empêcher que l'instabilité de Gaza ne se propage en Egypte et au-delà ». Le gouvernement égyptien, de fait, doit « faire face à une menace extrémiste interne ». L'aide extérieure états-unienne est donc « fondamentale pour renforcer le gouvernement égyptien ».

Dans ce tableau, le thème de la dernière manœuvre « Bright Star » est significatif : « Des opérations militaires en terrain urbain ». Dans la manœuvre, conduite en octobre 2009 sous la direction du Pentagone et avec la participation de forces

spéciales états-uniennes, des forces égyptiennes ont été entraînées à combattre une guerre non pas dans le désert mais à l'intérieur d'une grande métropole. La « Bright Star » s'est déroulée dans la « Mubarak Military City », le camp militaire construit exprès pour cette manœuvre, à quoi on a donné évidemment le nom du dictateur.

Tout est prévu, donc, pour affronter la « menace extrémiste intérieure ». Sauf le fait que celle-ci a pris les dimensions d'une insurrection populaire. Sauf le fait qu'on ne sait pas comment vont se comporter ces militaires, en grande partie conscrits, qui à bord des chars d'assaut états-uniens made in Egypt, devraient assurer que l'Égypte, une fois Mubarak déchu, reste dans la sphère d'influence états-unienne.

Il manifesto, 3 février 2011-02-03

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

1 L'Otan dans le monde

Belgique

La "Gauche" francophone belge et l'Otan .

Quelques semaines avant le sommet de Lisbonne, la CNAPD entre autres organisations¹ avait réuni à Bruxelles trois représentantes des partis "Démocrate-humaniste" (CDH, ex-sociaux-chrétiens francophones), Socialiste et Ecolo membres respectifs pour leur parti aux Commissions des Relations extérieures et de la Défense de la Chambre ou du Sénat. Soit ce qui est appelé communément 'la Gauche', comme ces représentantes politiques l'ont souligné elles-mêmes lors de la rencontre².

Aucune n'a bien sûr manqué de dénoncer l'absence de débat démocratique, voire même de simple information sur les questions de défense, sur l'engagement de notre pays en Afghanistan, sur ce que la Belgique allait défendre au sommet de l'Otan... tout cela à charge essentiellement du ministre de la Défense Pieter De Crem. De manière plus surprenante, chacune a admis comme une évidence que la présence de l'Otan en Afghanistan obéissait à des raisons géostratégiques, et non aux objectifs humanitaro-sécuritaires officiels. C'est une prise de conscience certes tardive, mais qu'il faut saluer.

Passons rapidement sur le fait que la représentante du PS ait néanmoins soutenu que l'Otan était en Afghanistan en vertu de l'Article 5 du traité de l'Atlantique Nord. Il est pour le moins sidérant que la représentante pour les affaires extérieures d'un parti au pouvoir ignore dans quel cadre exact les soldats belges sont envoyés dans un tel bourbier.

La partie la plus instructive était la belle unanimité concernant l'Otan. L'Otan n'aurait-elle pas dû disparaître avec le Pacte de Varsovie? Pas question de dissolution "*Il faut être réaliste*", confie en substance la représentante Ecolo, "*si on parle de dissolution, on nous prend pour de doux rêveurs*". Le gouvernement en affaires courantes a-t'il le droit d'engager la Belgique à long terme comme il s'apprêtait à le faire en entérinant le dit 'Bouclier anti-missile'? "*La Belgique ne peut quand même pas bloquer tout l'Otan, même si nous sommes personnellement contre certains aspects du Concept Stratégique*".

Enfin, quel doit être aujourd'hui le rôle de l'Otan ? "*L'Otan doit agir dans le cadre des missions de l'ONU : elle doit être le bras armé des Nations Unies*", ont-elles défendu toutes trois explicitement. N'est-ce pas là ce que devrait être le rôle des Casques Bleus ? "*Les Casques Bleus ne sont pas efficaces, parce qu'ils manquent de moyens, qu'il n'y a pas d'unité de commandement, et qu'en fait, les soldats issus de pays pauvres sont juste là pour l'argent*".

On reste médusé devant ces positions de partis auto proclamés progressistes. En 1994, au Rwanda, les Casques Bleus "*qui n'étaient là que pour de l'argent*" se sont comportés de manière un peu plus honorable que d'autres, issus de pays riches, sûrement mus, eux, par idéalisme, et pour défendre des valeurs, démocratie, droits de l'homme, l'attirail au complet. Cela trahit en fait une confiance innée dans la supériorité morale d'office de l'Occident, moteur essentiel dans l'acceptation des "bonnes" guerres.

Qu'est-ce que l'Alliance militaire de pays occidentaux va aller défendre, au nom des Nations Unies, si ce n'est les intérêts économiques de ces pays, et le maintien de leur domination globale sur le monde ? Comment ces politiciens 'de gauche' peuvent-ils ignorer que les résolutions du Conseil de Sécurité sont obtenues à coup de pressions économiques, de donnant-donnant, voire de menaces directes ? « *L'objectif stratégique de la Bosnie est de devenir au plus vite membre à part entière de l'Otan et de l'Union européenne. Notre pays doit tenir compte de ces objectifs stratégiques lorsqu'il participe à la prise de décision dans des enceintes internationales* », avait déclaré le président bosniaque quelque temps avant le vote du 4e train de sanctions contre l'Iran, en mai dernier.

L'entreprise de dénigrement des Casques Bleus a été sciemment organisée, à partir des guerres yougoslaves, précisément pour présenter l'Otan comme la seule force '*efficace*'. Les drames humanitaires et les défenses soudain impérieuses de droits humains suit la géographie d'intérêts économiques et stratégiques bien précis : le bras armé des intérêts occidentaux ne peut être celui des nations du monde "unies".

C'est très bien cette prise de conscience sur la nature de l'expédition afghane. Mais il ne faudrait pas attendre 10 ans pour s'apercevoir que l'agression contre l'Iran en gestation aujourd'hui, fût-elle bénie par une résolution du Conseil de Sécurité, n'aurait rien eu à voir avec les motifs démocratiques, ou humanitaires, ou sécuritaires qui fascinent tant, une fois encore, une partie de plus en plus grande des progressistes, et leur fait perdre la mémoire immédiate.

Roland Marounek

¹. "*Bruits de botte à l'OTAN : Interpellation politique autour du nouveau concept stratégique en préparation*", organisé par le cercle ATTAC, les Amis du monde diplomatique et la CNAPD

². De manière plus précise, le CDH se définit plutôt comme "centre-gauche" ; les 3 partis forment ce qu'on appelle "l'Olivier" au Sud du Pays – note pour les lecteurs non-belges

Femmes de la Serbie contre l'Otan.

Le mouvement „*Femme créateurs – Conscience de la Serbie*“ a demandé la convocation urgente d'un référendum „rigoureusement contrôlé“ sur l'entrée de la Serbie à l'OTAN au nom des malades de maladies malignes qui sont les conséquences directes des effets de l'uranium appauvri utilisé lors de l'intervention militaire de l'OTAN en territoire de la Serbie centrale et du Kosovo-Métochie en 1999. Un rapport de Jelena Simic.

Les patients qui sont victimes des bombardements par l'OTAN ont le plus grand droit moral de lancer une telle initiative, a déclaré la présidente du Mouvement Mila Aleckovic Nikolic qui a rappelé qu'en tant que conséquence des opérations militaires de l'Alliance nord-atlantique en Serbie chaque année étaient enregistrés 30 mille nouveaux cas de maladies malignes, ainsi que trois cas de cancer chez les enfants par semaine. Ce nombre est en hausse progressive d'environ 28%, a-t-elle ajouté en indiquant que dans la région du Kosovo-Métochie, où les actions avec l'uranium appauvri étaient les plus intenses, le nombre de malades a augmenté de 200%. En prenant en considération ces données il serait „scandaleux“ si la Serbie était entraînée à l'OTAN par la volonté d'un petit nombre de particuliers, particulièrement du fait que 85% de ses citoyens sont contre l'entrée à cette organisation, a souligné Aleckovic Nikolic. „*Nous ne souhaitons pas de partenariat avec un débiteur. Le vocabulaire du ministère de la Défense et de son représentant Dragan Sutanovac peu importe à nous. On n'entre pas dans une structure qui vous doit de l'argent car c'est le moins ce que l'on peut dire, car l'OTAN nous doit dans tout sens, moralement, psychiquement et intellectuellement*“, a-t-elle indiqué.

Aleckovic Nikolic a souligné que l'idée du Mouvement sur la compensation du dégât pour tous les malades de cancer en Serbie après les bombardements par l'OTAN avait déjà obtenu le soutien dans toute l'Europe et il est prévu de former une organisation balkanique. Elle s'est référée également aux exemples de l'Italie où les familles des soldats malades qui s'étaient trouvés dans les unités de la Kfor au Kosovo-Métochie avaient obtenu des indemnités énormes pour „*le dégât biologique*“ subi au cours de l'exercice du service.

11 janvier 2011

http://glassrbije.org/F/index.php?option=com_content&task=view&id=14283&Itemid=28

Russie

M. K. Bhadrakumar : Moscou intervient pour contrer l'Otan

Beaucoup de gens ne doivent pas savoir que la phrase-signature de l'ancien président US Ronald Reagan, « *trust, but verify* » [aie confiance, mais vérifie] est en réalité la traduction d'un proverbe russe - *doverjai, no proveryai*. Vingt ans après le début de l'après-guerre froide, Moscou veut récupérer cette phrase contradictoire du répertoire américain et l'appliquer à la « réinitialisation » de ses liens avec les Etats-Unis.

La défaite cinglante que le Président US Barack Obama a connue au Congrès lors des élections de mi-mandat, les révélations de WikiLeaks sur les plans de défense de l'OTAN contre une « possible agression russe », l'annonce de la décision américaine de déployer une unité de l'US Air Force à la base aérienne de Lask, en Pologne, le discours belliqueux, la semaine dernière, du Sénateur John McCain, remettant en cause toute la philosophie derrière la remise à l'heure des liens avec la Russie – tout cela a créé un sentiment d'inquiétude à Moscou.

Comme l'on pouvait s'y attendre, le message qui est sorti de la réunion au sommet de l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC) à Moscou samedi dernier est que Moscou veut que sa propre alliance soit encore renforcée en tant « qu'élément clé pour assurer la sécurité de l'espace post-soviétique » et que son image soit rehaussée sur le plan mondial. Les pays de l'OTSC sont : l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, la Russie, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan. A la suite des élections de mi-mandat aux Etats-Unis, la Russie, à l'instar de nombreux autres pays, se demande si les profonds espoirs placés dans Obama pour qu'il fasse naître cette « réinitialisation » ne sont pas, en fait, essentiellement chimériques. Le discours que John McCain a donné, vendredi dernier, à l'Ecole John Hopkins des Etudes Internationales Avancées signale que cette réinitialisation va très certainement rencontrer une ferme opposition du Congrès, lequel est dominé par les Républicains.

McCain a mis en doute la nécessité même d'une réinitialisation alors que « la Russie devient de moins en moins capable d'être une grande puissance mondiale partenaire des Etats-Unis » ; alors que les intérêts américains et russes sont surtout divergents ; alors qu'ils [les Russes] ne partagent aucune de nos valeurs ; alors que le système politique russe, présidé par un « syndicat dirigeant quasi-criminel » qui « vole, par les mensonges, et assaille ses propres citoyens avec une immunité quasi-totale », est « peu réceptif et hostile ».

Citant les désaccords continuels avec la Russie sur la défense anti-missiles en Europe, la supériorité écrasante de la Russie en ce qui concerne les armes nucléaires tactiques et les approches divergentes sur l'ouverture des marchés de l'énergie, McCain a appelé l'administration Obama à être « plus assurée dans la défense de nos intérêts et de nos valeurs » et de lier l'admission de la Russie à l'OMC à son adhésion à la séparation constitutionnelle de la justice et du pouvoir.

La fausse bonhomie montrée lors du sommet de l'Otan à Lisbonne, le mois dernier, s'est presque entièrement dissipée. Pendant ce temps, les révélations de WikiLeaks fait planer des doutes sur la sincérité de l'Otan quant à une « réinitialisation » avec la Russie. Selon les câbles diplomatiques américains, l'Otan a dressé des plans en janvier dernier pour défendre les Etats

Baltes contre une possible agression militaire de la Russie. Et la Secrétaire d'Etat Hillary Clinton voulait que ces plans soient gardés secrets vis-à-vis de Moscou.

Moscou dit que ces plans ont été approuvés lors du sommet de Lisbonne, alors même que l'alliance a déclaré rechercher un « nouveau partenariat stratégique » avec la Russie, basé sur des intérêts de sécurité partagés et la nécessité de répondre à des « défis communs, identifiés conjointement ».

Moscou est agacée. Le Ministre des Affaires Etrangères [russe] Sergueï Lavrov a déclaré : « D'une main, l'OTAN... négociait avec nous des actes importants visant à un partenariat commun, tandis que l'autre main prenait dans notre dos des décisions sur la nécessité de se défendre contre nous... Nous avons posé ces questions et nous espérons obtenir des réponses. Je présume que nous avons le droit de le faire. »

De même, à la suite des discussions à Washington mercredi dernier entre Obama et le président polonais, Bronislaw Komorowski, en visite, les deux pays ont annoncé un renforcement de leurs liens militaires dans l'esprit de la Déclaration Américano-Polonaise de 2008 sur la Coopération Stratégique, qui inclut la coopération entre les deux armées de l'air et l'installation d'un détachement américain en Pologne.

Le ministère russe des affaires étrangères, liant la décision américano-polonaise aux révélations de WikiLeaks et au déploiement en 2009 de systèmes de défense *Patriot* en Pologne, a réagi ainsi : « Le véritable objectif de tout ceci soulève également des questions ». L'ironie, c'est que Komorowski a accueilli Medvedev à Varsovie juste avant son voyage à Washington. C'était la première visite d'un dirigeant russe en Pologne depuis 10 ans et les médias occidentaux ont claironné que c'était un tournant historique dans la sécurité européenne.

« Il semble que nous assistons à un vieux réflexe de l'Otan, incité par la recherche du pouvoir au détriment de la sécurité des autres pays – et le plus étrange dans cette histoire est que cela se produit après les résultats positifs du conseil au sommet entre la Russie et l'Otan et les déclarations de cette dernière que la Russie n'est pas considérée comme un adversaire... nous [la Russie] seront obligés de prendre en considération ces plans américano-polonais lorsque nous exécuterons nos propres programmes en vue d'établir des forces armées en collaboration avec nos alliés », a déclaré Moscou.

Ainsi, samedi, le sommet de l'OTSC à Moscou s'est déroulé dans un environnement politique compliqué. A l'origine, l'ordre du jour était de mettre l'accent sur l'amélioration du mécanisme de réponse de l'alliance aux crises « afin de renforcer le potentiel de l'OTSC pour répondre aux menaces et aux défis en matière de sécurité ».

Dit simplement, en juin dernier, l'Ouzbékistan a quasiment empêché l'OTSC d'intervenir dans la crise au Kirghizstan et le sommet officieux de l'alliance à Erevan, en août, avait entériné le fait que des modifications dans les statuts de l'OTSC soient apportées, « pour améliorer l'efficacité... dans le domaine de l'urgence de la riposte ». Chose intéressante, Moscou avait réussi à persuader Tachkent d'accepter la révision des statuts de l'OTSC et le président ouzbek, Islam Karimov, a participé à la réunion au sommet de samedi.

Ce sommet a approuvé une déclaration sur la coopération dans l'arène internationale. L'intérêt de Moscou est clairement de renforcer le rôle de l'OTSC au niveau international, pour contrer l'auto-projection de l'Otan, lors de son sommet de Lisbonne, d'unique organisation de sécurité mondiale. Moscou s'est également tourné vers une force collective de maintien de la paix qui pourrait mener des opérations « hors zone », sur le modèle suivi par l'Otan en Afghanistan.

Ainsi, les pays membres de l'OTSC ont exprimé la volonté d'accomplir non seulement des tâches de maintien de la paix mais aussi de « mettre à disposition, sous certaines conditions, ces forces collectives de maintien de la paix pour des opérations conduites sur décision du Conseil de Sécurité des Nations-Unies ». Le sommet de Moscou a mis l'accent sur la « coordination de politique étrangère » entre les pays membres de l'OTSC, similaire au système de l'Otan.

Il est clair que l'OTSC a pris en compte les résultats du sommet de l'Otan à Lisbonne. La participation de l'Ouzbékistan au sommet de samedi renforce la main de Moscou. Un refroidissement distinct est visible dans les relations entre l'Ouzbékistan et les Etats-Unis. Clinton, durant sa visite à Tachkent le 2 décembre, a publiquement tancé le gouvernement ouzbek. Elle a déclaré que l'Ouzbékistan devrait « mettre les déclarations en pratique » afin d'améliorer sa situation en matière de droits de l'homme.

S'adressant à un groupe de dirigeants d'ONG à Tachkent, Clinton a déclaré : « Je lui conseille vivement [à Karimov] de démontrer son engagement à travers un ensemble de mesures, afin de garantir que les droits de l'homme et les libertés fondamentales sont véritablement protégés dans ce pays. » Clinton a révélé qu'elle avait abordé avec Karimov les questions de restrictions sur la liberté religieuse, de torture et du travail des enfants en Ouzbékistan. « Nous soulevons ces questions... et nous continuerons de faire de l'amélioration des droits de l'homme en Ouzbékistan une partie intégrante de l'extension de nos relations bilatérales. »

Washington a des raisons d'être mécontente de Tachkent. Karimov a fait équipe avec la Russie pour étouffer la manœuvre étasunienne de faire de l'OSCE (Organisation de Sécurité et de Coopération en Europe) la garante de la sécurité en Asie Centrale. Qui plus est, Tachkent critique désormais ouvertement la stratégie de guerre des Etats-Unis en Afghanistan.

Lors du sommet de l'OSCE à Astana, le 1er décembre, (auquel Karimov n'a pas participé) le ministre ouzbek des affaires étrangères, Vladimir Norov, a vilipendé l'OSCE et ses structures pour son « échec à avoir joué un rôle positif dans la prévention et la neutralisation des événements sanglants » au Kirghizstan en juin dernier. C'était une mise en accusation de la tentative de Washington de parachuter l'OSCE au Kirghizstan comme un substitut de l'OTSC dans la région.

La critique de Norov à propos de la stratégie d'Obama de montée en puissance [en Afghanistan] fut encore plus directe. « Il est de plus en plus clair qu'il n'y a aucune solution militaire au problème afghan et que la stratégie de règlement choisie par les forces de la coalition n'apporte pas les résultats escomptés. »

Norov a réitéré la proposition de Tachkent de trouver des solutions alternatives pour un règlement pacifique en Afghanistan au moyen de pourparlers multilatéraux sous l'égide de l'ONU. « Le contexte de l'initiative ouzbek est basé sur la reconnaissance que les affaires internes afghanes doivent être résolues par le peuple afghan, avec l'assistance des pays dont les intérêts en matière de sécurité incluent de parvenir à la fin de la guerre et d'encourager la stabilité en Afghanistan », a-t-il déclaré. Norov a insisté sur le fait que ces pourparlers devaient se tenir avec « tous les principaux camps ennemis ».

Bref, voici ce qui ressort du sommet de l'OTSC :

Premièrement, il existe un soupçon tacite et sous-jacent à Moscou sur les intentions de l'Otan. Cette appréhension se traduit par une nouvelle détermination à construire l'OTSC comme une organisation rivale, remettant en cause la tentative de l'Otan de se projeter dans l'espace post-soviétique et sa prétention à être l'unique organisation mondiale de sécurité.

Deuxièmement, les pays d'Asie Centrale sont profondément concernés par la situation qui se détériore en Afghanistan et l'échec de la stratégie de guerre des Etats-Unis. Ils se tournent vers Moscou comme garante de la sécurité régionale. Ceci s'est traduit par l'empressement à étoffer la force de déploiement rapide de l'OTSC et à rationaliser les processus de prise de décision au sein de l'alliance, afin de répondre aux urgences des situations de crise.

Troisièmement, les intentions des Etats-Unis en Afghanistan sont loin d'être transparentes et une présence militaire américaine à durée indéterminée est fort possible. Le tableau reste flou en ce qui concerne la situation exacte sur le terrain, qui se développe à la frontière entre l'Afghanistan et le Tadjikistan. En effet, les services de renseignements américains ont passé des accords secrets avec les partisans de la lutte armée d'Asie Centrale, qui opèrent à l'extérieur de l'Afghanistan, et il y a une grande méfiance vis-à-vis du projet américain de démocratie dans la région.

Quatrièmement, le sommet de Moscou a porté une grande attention sur les activités de l'OTSC dans le domaine de l'application de la loi, de la sécurité frontalière et de la politique militaire. L'empressement de l'OTSC à jouer un rôle en Afghanistan dans le scénario de l'après 2014 coule de source. Le président afghan, Hamid Karzai, se rend à Moscou la semaine prochaine. L'OTSC se tourne également vers le Pakistan, pour tisser des liens en matière de lutte contre le trafic de drogue.

Enfin, le sommet de Moscou a mis l'accent sur le renforcement du rôle de l'OTSC dans la politique étrangère. Les tentatives des Etats-Unis d'accentuer les différences entre les pays d'Asie Centrale et de jouer le rôle d'un frein diplomatique pour saper le processus d'intégration mené par Moscou dans la région ont été prises en compte. Il devient nécessaire pour les pays membres de l'OTSC de coordonner leurs politiques étrangères, s'ils veulent prendre en main les opérations de maintien de paix dans les points chauds de la planète. L'OTSC se fait l'émule de la culture de l'Otan.

En résumé, la Russie a confiance dans le fait qu'une « réinitialisation » des liens avec l'Otan est nécessaire, mais elle se sent obligée de « vérifier » sa sincérité. Ainsi que Lavrov l'a formulé, « de sérieuses questions se font jour » à la suite des tendances contradictoires de la posture de l'Otan envers la Russie. Moscou a décidé de maintenir l'OTSC comme une contre-alliance efficace – juste au cas où l'école de pensée de McCain gagnerait du terrain à Washington.

M K Bhadrakumar a servi en tant que diplomate de carrière dans les services extérieurs indiens pendant plus de 29 ans. Ses affectations incluent l'Union Soviétique, la Corée du Sud, le Sri Lanka, l'Allemagne, l'Afghanistan, le Pakistan, l'Ouzbékistan, le Koweït et la Turquie.

Par M. K. Bhadrakumar

Asia Times Online, le 13 décembre 2010

article original : "[Moscow moves to counter NATO](#)"

http://questionscritiques.free.fr/edito/AsiaTimesOnline/M_K_Bhadrakumar/Russie_OTSC_Otan_Obam_a_Clinton_John_McCain_131210.htm

2 Dossiers

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

2-1 Le Nouveau Concept Stratégique : un document resté "secret" en Belgique à la veille du Sommet de l'Otan !

Deux jours avant le Sommet de l'Otan à Lisbonne, les ministres Leterme (Premier ministre du gouvernement en affaires courantes), Van Ackere (ministre des Affaires Étrangères) et De Crem (ministre de la Défense) ont daigné se présenter devant les commissions Défense et Affaires Etrangères du Sénat et de la Chambre rassemblées pour l'occasion. Ils ont bien voulu répondre aux questions des parlementaires concernant le Nouveau Concept Stratégique.

Pour la forme, le président de la commission (De Donnea) a critiqué ce déni de démocratie et estimé, que cela n'avait pas de sens, de présenter comme "secret" le document préparatoire du nouveau concept stratégique défendu par Anders F. Rasmussen, secrétaire général de l'Otan.

Les ministres ont brièvement présenté ce document et n'ont pas répondu aux parlementaires qui demandaient dans quel cénacle ce nouveau concept avait été discuté et approuvé.

Pour les ministres:

- le document sur le NCS contient un appel au désarmement conventionnel et nucléaire mondial et inclut un appel à la Russie pour qu'elle y mette du sien.
- le bouclier anti-missiles sera étendu, et protégera l'ensemble du territoire des pays membres. Il est indissolublement lié à la dissuasion nucléaire. Il ne coûtera que 147 millions d'euros, étalés sur 7 ans,

donc pour la Belgique moins de 1 million d'euros. La seule question restée en suspens est : qui commandera ?

- importance d'un accord Russie - Otan. La Russie participera au bouclier anti-missiles. En même temps, on ne sera pas naïfs et la Russie peut toujours à nouveau changer. On doit lui réclamer la réciprocité.
- il faut une réduction des structures de commandement, diminuer le nombre de QG, des fermetures d'infrastructures.
- Afghanistan : il y aura une déclaration sur le processus de transition, de transfert du pouvoir aux autorités afghanes, à partir de 2014. Après : un partenariat sera instauré sur le long terme entre Otan et Afghanistan. La Belgique ne fera aucun engagement militaire supplémentaire, les troupes restent jusque fin 2011. Ensuite, elles continuent de participer à la formation de l'armée et de la police afghanes.
- l'essentiel du concept stratégique antérieur subsiste. Le consensus est maintenu ainsi que la possibilité d'élargissements futurs. Ce qui est nouveau, ce sont les nouvelles menaces provenant, entre autres, du terrorisme, des cyber attaques, des Etats peu fiables.
- la Lettre des 5 pays demandant un retrait des armes nucléaires tactiques d'Europe (Belgique, Pays-Bas, Allemagne, Norvège, Luxembourg) est prise en compte dans la déclaration sur le désarmement général. Mais en même temps, aucun pays ne prendra de mesure unilatérale et l'Otan est pleinement résolue à maintenir son potentiel de dissuasion nucléaire, tant qu'il y aura des armes nucléaires dans le monde et des risques de prolifération nucléaire.

Les parlementaires qui sont intervenus en critiques : Dirk Vandermaelen (Sp.a), Philippe Mahoux (PS), Bert Anciaux (Sp.a), Juliette Boulet (Ecolo), Wouter Devriendt (Groen), Brems (Groen) ont soulevé un grand nombre de problèmes, à commencer par la dénonciation du manque de démocratie dans notre pays et le mépris inacceptable de la part du gouvernement envers le parlement. Ils ont également exprimé leurs préoccupations pour toutes ces nouvelles missions que l'Otan s'attribue, pour son expansion hors zone et pour sa définition très large des "nouvelles menaces". Ils ont critiqué le fait que le "bouclier anti-missiles" soit déjà adopté, de même d'ailleurs que 95% des autres résolutions.

Plusieurs parlementaires ont également répété la nécessité d'un retrait beaucoup plus rapide et sans demi-mesures, des troupes belges d'Afghanistan.

Ils ont insisté sur l'absence de décision pour le retrait des armes nucléaires de Kleine Brogel.

Sur la question des armes nucléaires tactiques, la Belgique retourne complètement sa veste, après la lettre des 5 pays. La Belgique doit demander l'intégration dans le NCS du "no first strike": aucun document de l'Otan ne le dit jusqu'à présent.

Les textes des interventions seront publiés. Mais c'est à la demande de quelques parlementaires ! Le président de la commission aurait voulu qu'il n'y ait pas de rapporteur.

Les ministres ont déclaré « avoir passé un bon moment parlementaire » avec les députés et sénateurs de la Commission...

Il y avait une curieuse collusion à cette séance : les trois ministres CD&V, faisant partie du gouvernement sortant avec les socialistes, étaient en parfait accord avec Armand De Decker et Herman De Croo, libéraux, qui ne participent pas à ce gouvernement... alors que PS, Sp.a, Ecolo et Groen participant aux négociations pour un possible nouveau gouvernement, semblaient être dans l'opposition. Il n'y a pas là qu'un déni de démocratie parlementaire. Mais aussi un blocage total sur la politique extérieure et de défense de la Belgique. Le débat sur l'Otan et le combat contre de nouveaux préparatifs de guerre annoncés dans le Concept Stratégique 2020 doit dépasser le cadre du parlement et devenir un point essentiel du programme des partis qui se disent progressistes et du mouvement pour la paix.

Claudine Pôlet

2-2 Pepe Escobar : Les USA : des gosses dans la confiserie de l'OTAN.

Comme dans une fouille au corps qui met dans le mille dans un aéroport américain, le Pentagone, lors du sommet de Lisbonne de la semaine dernière, a mis la main sur une fabuleuse boîte de chocolats – et pas qu'un peu ! – de la part de ses 27 alliés de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

Et ces chocolats sont à tous les parfums !

Un : Le nouveau « concept stratégique » de l'OTAN, avec un mécanisme à l'échelle européenne de cyberguerre subordonnée au modèle « obéis au bon vieux chef, pareil que l'autre vieux chef – le nouveau cyber commandement du Pentagone, défini avec euphémisme comme une « cyber protection centralisée ».

Deux : La promesse que l'ensemble de l'Europe – en théorie – sera enveloppée par un dôme anti-missiles (« la défense anti-missiles deviendra partie intégrante de notre posture globale de défense »).

Trois : Les armes nucléaires tactiques américaines seront stationnées indéfiniment dans cinq bases

dispersées sur le sol européen.

Quatre : 20 « partenaires » de l'Otan continueront d'envoyer des soldats pour la guerre en Afghanistan pendant... eh bien... indéfiniment ! (Au moins, la déclaration du sommet de Lisbonne n'a pas tourné autour du pot : « La transition sera conditionnelle, elle ne se basera pas sur le calendrier et ne sera pas assimilée à un retrait des troupes de la FIAS [Force Internationale d'Aide et de Sécurité] »)

L'Otan a également acquis ce qui semble être un nouveau « partenaire » en matière de défense anti-missiles à travers toute l'Eurasie – de la Baltique à l'Océan Pacifique : la Russie. Mais contrairement à ce que disent les médias institutionnels occidentaux, la Russie a seulement accepté d'étudier de « possibles » menaces balistiques et de s'engager dans un vague « dialogue » avant de participer à une éventuelle décision conjointe des ministres de la défense des pays membres de l'Otan en juin 2011. Le remake de la Guerre des Etoiles Pentagone/Otan a été vendu sans relâche comme la défense contre une attaque balistique à grande échelle hautement hypothétique, soit de la part de l'Iran, soit de la Corée du Nord. Même en supposant qu'il ne s'agisse pas d'un truc genre BD à la Marvel, un tel système reposera sur des systèmes de contrôle et d'alerte aéroportés, que même un hacker moyennement doué pourrait pirater. Et tout ceci suppose que les dirigeants respectifs de « l'axe du mal », iraniens et nord-coréens, ont envie de se faire *hara-kiri*.

Donc, ce « dôme » est essentiellement un mythe de relations publiques. Mais si ce remake de la Guerre des Etoiles est interprété comme une sorte de mécanisme explosif improvisé à grande échelle pour « contenir » le concurrent stratégique qu'est la Chine, dans un futur pas si éloigné, alors ce scénario devient bien plus croustillant.

Une merveille d'intelligence

L'Otan a promis de remettre la sécurité de l'Afghanistan aux Afghans d'ici la fin de 2014. Mais juste au cas où, elle a également promis d'occuper le pays indéfiniment. Selon le porte-parole du Pentagone Geoff Morrell, même 2014 (quelqu'un se souvient de 2011 ?) est un « objectif » pieux. Quant au nombre de soldats américains ou de l'Otan qui prendront part à l'action à partir de 2015, c'est un exemple classique de « données incertaines » auxquelles nous a habitués l'ancien Secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld.

Pour ce qui est des « données connues », rien ne bat la tactique du Faux Mollah.

Un diplomate a déclaré au *New York Times* que le Mollah Akhtar Mohammed Mansour, le soi-disant numéro deux du dirigeant Taliban invisible, le Mollah Omar, impliqué dans des discussions avec le gouvernement Karzai, n'est pas un véritable mollah : c'est un imposteur. Le Général David Petraeus a dû venir à la rescousse – voire pour couvrir – en disant que le Pentagone soupçonnait que quelque chose ne collait pas. L'Otan a été impliquée dans ces discussions – qui se déroulent depuis déjà plusieurs mois. Quant à lui, le faux mollah n'a pas manqué d'empocher beaucoup de cash dans le processus ; et, à Quetta, tous ceux du gang du Mollah Omar doivent bien rire sous leurs turbans.

Une fois encore, les aptitudes multilingues légendaires de l'Otan ne veulent pas dire que l'on peut se prendre le bec en polonais lorsqu'il faut raisonner en pachtoune. Classez donc celle-là comme un autre triomphe spectaculaire des services d'Intelligence du Pentagone et de l'Otan !

La « mission » auto-décrite de l'Otan depuis 2001 a été de combattre le « terrorisme international ». Même les agents subalternes de la CIA savent qu'il n'y a pas « d'al-Qaïda » en Afghanistan, à part 20 ou 30 formateurs djihadistes invisibles. Cette guerre n'a donc rien à voir avec al-Qaïda.

D'un autre côté, les Pachtoune représentent 42% de la population afghane.

L'Otan attaque tout le monde, de la faction de Gulbuddin Hekmatyar au réseau de Jalaluddin Haqqani, en passant par toutes les factions tribales guerrières mécontentes. La « stratégie » du Pentagone et de l'Otan a été essentiellement d'éliminer les Talibans de rang moyen et les commandants de la guérilla. Le problème est que la plupart d'entre eux sont des chefs tribaux pachtoune. Inévitablement, leurs tribus se rebellent en masse, qu'elles soient ou non affiliées aux Talibans, et jurent de tuer les envahisseurs. La vérité c'est que l'Afghanistan n'est rien d'autre qu'une guerre des Occidentaux contre les Pachtoune. Dans un échec de relations publiques encore plus spectaculaire, le Pentagone et l'Otan ont même oublié d'en informer les Pachtoune. Un rapport du groupe de réflexion *International Council on Security and Development* (ICOS) vient juste de montrer que 92% des Pachtoune dans les provinces du Helmand et de Kandahar ne savent absolument rien sur le 11 septembre. Ce rapport fait remarquer que le « fossé relationnel » entre les Afghans et la « communauté internationale » est « spectaculaire ». Classez cela comme l'un des euphémismes de ces dix dernières années !

Donc, une bande de Pachtoune en colère constitue en fait la menace ultime de l'Otan et de son

offensive expansionniste incessante depuis les Balkans jusqu'à l'ancienne Union Soviétique – instillant une peur suprême aux 36 divisions, 120 Brigades, 11.000 chars, 23.000 pièces d'artillerie et 4.500 avions de combat de l'Otan (et ce ne sont que les parties stationnées en Europe).

Si l'Otan est morte de trouille face aux Pachtounes, imaginez ce qui se passera lorsqu'elle tournera son attention vers les Touaregs nomades – la population autochtone de la majeure partie du Sahara central et du Sahel, qui compte des effectifs impressionnants dans le nord du Niger et du Mali. Dans la campagne occidentale actuelle concertée visant à en faire les pions ou les « démons » d'al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), il faudrait prévenir l'Otan que les Touaregs peuvent être aussi susceptibles que les Pachtounes. Que Dieu allège le fardeau de l'homme blanc !

L'Otan a bien passé un accord avec Moscou pour envoyer du soutien logistique en Afghanistan via la Russie – et non via le Pakistan. Cela met Islamabad dans l'embarras. La prochaine fois, Washington ne demandera même pas la permission d'accroître la guerre des drones. En fait, cette partie a déjà commencé.

L'humeur est non seulement au bombardement des zones tribales (surtout depuis que le réseau Haqqani s'est éparpillé au nord, du Waziristân-Nord jusqu'à Kurram), elle est aussi au bombardement de Quetta, la capitale du Baloutchistan – où le dirigeant Taliban le Mollah Omar pourrait se cacher (et rire sous son turban).

Le ministère de l'intérieur pakistanais nie tout en bloc – alors même que la CIA et les services secrets pakistanais (ISI) « accroissent leur coopération ». On devrait donc s'attendre à un prochain « dommage collatéral » du côté de Quetta ; et, les mouvements séparatistes du Baloutchistan s'en donneront à cœur-joie. La vérité c'est que les vrais hommes se rendent à Quetta.

La boutique de guerre

Quel que soit le quotient dramatique impliqué, on peut être certain que le soutien de l'Otan à la défense anti-missiles et à la cyberguerre s'efforcera d'inclure l'ensemble du monde blanc. Ainsi que la déclaration du sommet de Lisbonne l'a proclamé : « La promotion de la sécurité euro-atlantique est mieux assurée au moyen d'un large réseau de relations partenariales avec des pays et des organisations dans le monde entier. » Comprendre : l'Europe, à part poser comme une énorme boutique pour séduire les hordes consuméristes asiatiques, existe aujourd'hui avant tout comme une base opérationnelle avancée pour la guerre sur toute la planète.

En fait, les USA, l'Otan et l'Union Européenne sont pratiquement en train de se fondre dans la même entité – le président du Conseil Européen de l'UE, le bureaucrate belge sans personnalité Herman Van Rompuy, a bien dit aux dirigeants de l'Otan à Lisbonne : La capacité de nos deux organisations à façonner notre futur environnement sécuritaire serait énorme si elles travaillaient ensemble. Il est temps de faire tomber les murs qui se dressent encore entre elles. » Les Pachtounes du monde s'unissent ; si l'on continue comme ça, ces murs s'effondreront définitivement.

Pepe Escobar

Asia Time Online, le 29 novembre 2010

article original : *"US a kid in a NATO candy store"*

http://questionscritiques.free.fr/edito/AsiaTimesOnline/Pepe_Escobar/OTAN_Pentagone_Union-Europeenne_Afghanistan_281110.htm

L'édito du Washington Post (repéré par le site 'DeDefensa') est intéressant, car il montre clairement la contradiction fondamentale entre le discours sur la démocratie des USA (de l'Occident en fait) et la réalité. Le discours est utilisé pour tenter de renverser des gouvernements qui s'opposent aux intérêts de l'Occident, pour mettre à leur place des régimes "amis"; on voit que la mayonnaise (d'importation) n'a pas pris en Iran ou en Syrie, malgré les milliards investis.

La réalité, c'est que si il y avait une réelle démocratie dans les pays arabes et autres, les Etats-Uniens et leurs proxies, et leur bases, et leur politique ne seraient pas du tout bienvenus...

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19